Les Cahiers
Paix & Citoyenneté

GESTION DES CRISES OU IMPOSITION DE L'ORDRE ?

Barbara DELCOURT
Marta MARTINELLI
(coord.)

●●●

Atelier du colloque
« Les Savoirs au défi de la Paix et de la Citoyenneté »
(10 mars 2006)

1/2006

ULB

pôle bernheim
Paix & Citoyenneté

Cette publication est éditée par le Pôle Bernheim d'études sur la Paix et la Citoyenneté avec le soutien de la Fondation Bernheim et de l'Institut d'études européennes de l'Université libre de Bruxelles.





© Pôle Bernheim d'Etudes sur la Paix et la Citoyenneté
C/o Institut d'Etudes européennes
Université libre de Bruxelles - CPI 172
Avenue F.D. Roosevelt 39 – 1050 Bruxelles
Téléphone : +32 (0) 2 650 44 68 – Téléfax : +32 (0) 2 650 30 68
Courriel : pole.bernheim@ulb.ac.be
Site Web : http://www.polebernheim.net



pôle bernheim
Paix & Citoyenneté

Editeur responsable : Eric REMACLE
Coordination éditoriale : Sylvie MANTRANT

Sommaire

Problématique générale ……. **4**
Barbara DELCOURT & Marta MARTINELLI

Première session de l'atelier ……. **5**
TERRORISME & DROIT INTERNATIONAL

- ***Retour de l'état de guerre. La signification de l'opération « Liberté en Irak »*** ……. **5**
  Dario BATTISTELLA
- ***Les effets insécurisants du discours américain sur le terrorisme international*** ……. **9**
  Denis DUEZ
- ***Le Conseil de sécurité, nouveau législateur international ?*** ……. **16**
  Olivier CORTEN

Seconde session de l'atelier ……. **19**
SECURITY AND DEVELOPMENT IN CRISIS MANAGEMENT

- ***OECD's principles for good international engagement in fragile states*** …. **19**
  Emmanuel KLIMIS
- ***How did peace become order?*** ……. **23**
  Roger MAC GINTY
- ***International state-building: Beyond conditionality, beyond sovereignty*** ……. **30**
  David CHANDLER

Collection *Regards sur l'International* ……. **43**

Collection *Les Cahiers Paix & Citoyenneté* ……. **44**

NB: La version électronique des Cahiers Paix et Citoyenneté se trouve sur le site web du Pôle Bernheim (http://polebernheim.net) à la page « Publications ».

LES EFFETS INSÉCURISANTS DU DISCOURS AMÉRICAIN SUR LE TERRORISME INTERNATIONAL

Denis DUEZ, *ULB*

Les guerres d'Afghanistan et d'Irak lancées au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 ont été présentées par l'administration Bush comme étant des réponses directes à la menace représentée par le terrorisme transnational et, plus particulièrement, à la menace générée par ses mouvances islamistes radicales. L'usage de la force s'est donc accompagné, de manière très classique, d'un discours sur l'« ordre » et la sécurité internationale qui va constituer la pierre angulaire de l'action américaine et de sa légitimation.

Le premier argument mobilisé pour justifier les interventions militaires placées dans le cadre de la guerre contre le terrorisme procède ainsi d'une posture de défensive plutôt banale, selon laquelle les menaces qui pèsent sur la sécurité des Etats-Unis et de leurs alliés autorisent ces derniers à recourir à l'ensemble des moyens nécessaires pour les éradiquer. La lutte contre des groupes préparant des actions terroristes de grande ampleur, s'appuyant sur des réseaux implantés dans plusieurs pays et disposant d'importantes ressources humaines et matérielles devient ainsi une priorité absolue. La logique à l'œuvre relève d'un principe de légitime défense explicitement mobilisé par l'administration américaine dès l'automne 2001[1]. Le discours accompagnant la campagne d'Afghanistan, lancée quelques semaines après les attentats de septembre 2001, s'inscrit de ce cadre argumentatif. L'opération *Liberté immuable* est alors présentée comme visant à empêcher les auteurs de tels actes de disposer des moyens de recommencer. En l'espèce, l'objectif principal résidait ainsi dans la destruction de l'infrastructure grâce à laquelle les terroristes d'Al-Qaida préparaient et perpétraient leurs attentats[2]. Dans ce cadre, bombarder puis occuper l'Afghanistan devenait un objectif légitime de politique extérieure des Etats-Unis, puisque le régime des Taliban s'était rendu complice des terroristes en abritant leurs camps d'entraînement[3].

A ce discours sur la lutte antiterroriste va très rapidement se greffer un autre discours parfaitement complémentaire concernant quant à lui la menace représentée par les armements de destruction massive, c'est-à-dire l'ensemble des armements de type nucléaire, chimique et bactériologique. La nouveauté de la menace soulignée par l'administration américaine ne réside cependant pas ici dans la singularité de ces armes dont l'existence n'est évidemment pas récente, mais bien dans ce qui est présenté comme les modalités nouvelles de leur utilisation potentielle par des forces hostiles aux démocraties occidentales. Bien plus que les armements eux-mêmes, c'est le risque de leur utilisation par des réseaux terroristes et/ou des Etats qualifiés de « voyous » qui constituerait la nouveauté. L'apparition d'acteurs présentés comme incontrôlables et irrationnels rendrait dès lors impératif le contrôle absolu de la circulation de ces armes. Dans un document de décembre 2002 consacré à la stratégie nationale de lutte contre les armes de destruction massive, la Maison Blanche souligne cette préoccupation et affirme qu'il ne peut être considéré comme acceptable que les régimes ou les terroristes les plus dangereux au monde menacent les Etats-Unis avec les armes les plus destructrices au monde[4]. A partir de là, la connexion entre, d'une part, un arsenal aux potentialités mortifères incommensurables, et, d'autre part, la nature des forces susceptibles de les utiliser (ou du moins décrites comme telles) constituera un argument clé dans la justification de la Doctrine Bush. C'est notamment sur cette base, on s'en souvient, que sera justifiée l'opération *Iraqi Freedom* dont l'objectif premier devait être d'empêcher un régime ennemi de posséder des armes de destruction massive, de les utiliser ou, éventuellement, de participer à leur dissémination vers d'autres acteurs[5].

La lutte contre les réseaux terroristes et leurs infrastructures, d'une part, et la chasse aux armes de destruction massive, d'autre part, se sont donc imposées comme deux des principaux leitmotivs de la guerre globale contre le terrorisme lancée par le gouvernement des Etats-Unis. Pourtant, plus de quatre ans après les attentats de 2001, force est de constater que les opérations entreprises et, en particulier,

les opérations militaires n'ont pas significativement contribué à la pacification, ou plutôt, à la sécurisation recherchée. S'il est vrai qu'aucun groupe terroriste n'a à ce jour – et à ma connaissance – pu se doter d'armes de destruction massive et si, à plus forte raison, aucun de ces groupes n'en a jamais fait usage, les objectifs initiaux annoncés au lendemain des attaques de septembre 2001 n'ont pas pour autant été atteints à l'heure actuelle. Au contraire, pourrait-on dire.

En Afghanistan et en Irak, les conflits se prolongent et l'insécurité reste de mise sans qu'aucune issue ne puisse être envisagée à brève échéance. Loin d'avoir contribué à pacifier ces sociétés, les opérations menées ont plutôt participé, à moyen terme, à la détérioration des conditions de vie et de sécurité des ressortissants afghans et irakiens. En Irak plus particulièrement, le climat d'instabilité et de violence fait planer chaque jour un peu plus le spectre de la guerre civile sur le pays. Si l'on se borne maintenant à examiner le point de vue spécifiquement américain, le bilan de la guerre contre le terrorisme se fait impressionnant. Le décompte des pertes subies en Afghanistan et en Irak ne cesse en effet de s'alourdir. Il s'égrène quasiment en temps réel sur le site du Département de la Défense portant officiellement à ce jour à plus de 2500 le nombre de soldats et de civils américains morts dans le cadre des opérations menées sous la bannière de la lutte contre le terrorisme[6].

De manière plus inquiétante, la stratégie américaine de guerre contre le terrorisme semble avoir, contrairement à son objectif premier, renforcé voire donné naissance à des mouvements de résistance nourrissant de nouvelles actions à caractère terroriste. En favorisant, nous y reviendrons, la formation de ce que Max Weber appelait des « communautés émotionnelles », elle semble avoir facilité et accéléré le recrutement de combattants prêts à s'engager un peu partout dans le monde contre les Etats-Unis et leurs alliés. En effet, loin de se traduire par un processus d'éradication de la violence politique, la période nous séparant des attentats de 2001 a, au contraire, été marquée par des attentats de grande ampleur tant en Europe qu'en Asie ou en Afrique. Les attentats coordonnés de Casablanca en mai 2003, ceux de Madrid en mars 2004, ceux de Londres en juillet 2005, ou encore les explosions de Bali en octobre 2005 ne plaident en effet pas en faveur de la stratégie américaine de réponse militaire à la menace du terrorisme islamiste. Au contraire, pourrait-on dire. La plupart de ces attentats se présente explicitement comme des représailles menées en réponse aux opérations conduites en Irak et en Afghanistan. Ainsi, au lieu de favoriser un processus de pacification, l'option adoptée par l'équipe Bush-Cheney semble plutôt contenir en elle les germes d'un désordre international. L'emphase portée sur la menace terroriste est en effet porteuse d'une logique déstabilisante et insécurisante dans la mesure où elle participe à la radicalisation des mouvements islamistes radicaux mais aussi au renforcement, dans les sociétés occidentales, de peurs donnant crédit aux thèses huntingtonniennes d'un choc civilisationnel[7].

Cette situation ne peut que nous amener à nous interroger sur les fondements et la signification de la stratégie de la « guerre au terrorisme » et du discours d'ordre qui l'accompagne généralement. Dans la suite de mon intervention, je tenterai de montrer que le discours politique et stratégique américain actuel ne répond pas au seul objectif de la lutte contre le terrorisme mais aussi à une logique tout autre. Dans cette optique, je soulignerai tout d'abord que, en raison de sa nature fondamentalement insécurisante, ce discours a permis la validation politique de thèses et de représentations du monde véhiculées bien avant les attentats du 11 septembre – notamment mais pas seulement dans les milieux néoconservateurs – thèses et représentations qui étaient restées jusqu'alors considérées comme trop extrêmes et, par conséquent, politiquement inacceptables (A). Je montrerai ensuite que ce même discours permet aujourd'hui d'assurer la légitimation et la reproduction de cette politique dont les traits distinctifs sont l'unilatéralisme et la prédilection pour l'interventionnisme militaire (B).

A. LA « GUERRE CONTRE LE TERRORISME », CONDITION DE POSSIBILITE DE L'EMERGENCE DES THESES NEOCONSERVATRICES

La tendance actuelle des Etats-Unis à développer, au nom de la lutte contre le terrorisme, une politique extérieure marquée du sceau de ce que l'on pourrait appeler – selon le point de vue plus ou moins critique qui est adopté – un « impérialisme coercitif » ou un « universalisme messianique », n'est pas née avec l'administration républicaine Bush-Cheney. Cette tendance trouve pour partie son origine dans le sentiment de triomphalisme partagé par de nombreux Américains au lendemain de la

guerre froide. La chute du communisme est en effet interprétée à Washington comme une triple victoire : victoire politique tout d'abord avec l'avènement de la démocratie libérale comme seul système politique légitime ; victoire socio-économique ensuite avec l'imposition des principes de l'économie de marché ; victoire géopolitique enfin avec l'accession des Etats-Unis au rang de superpuissance monopolistique[8].

Cette vision triomphante de la fin de la guerre froide sera le point de départ d'un processus de reconceptualisation du rôle des Etats-Unis dans le monde mais aussi de redéfinition des menaces pesant sur la sécurité nationale américaine et, de manière plus générale, sur la sécurité internationale. Initié au début des années 1990 par l'administration de George Bush, ce processus aboutira dans un premier temps à l'élaboration d'un discours sur le « nouvel ordre mondial »[9] affirmant la nécessité d'un engagement multilatéral américain accru. Très vite cependant, ce discours cèdera la place à une conception bien plus traditionnelle du rôle international des Etats-Unis faisant la part belle au sentiment exceptionnaliste et à son corollaire, l'unilatéralisme[10]. De ce point de vue, le document *Defense Planning Guidance* de 1992 réalisé par un groupe d'experts dirigé par Paul Wolfowitz – alors sous-secrétaire à la Défense – apparaît révélateur de cette inflexion[11]. S'inspirant très largement des travaux menés au sein du *think tank* néoconservateur *Project for the New American Century* (*P.N.A.C.*)[12], ce rapport fixait en effet comme but ultime de la politique extérieure des Etats-Unis la préservation du statut de superpuissance unique hérité de la fin de la guerre froide. Un tel objectif impliquait notamment de prévenir, au besoin par la dissuasion militaire, l'émergence d'autres centres de puissance majeurs où que ce soit dans le monde[13]. Véritable programme néoconservateur avant l'heure, ce texte sera cependant considéré à l'époque comme trop maximaliste et belliciste. A ce titre, il ne franchira jamais le cap du simple document de travail.

Dans un registre nettement plus policé, la politique étrangère formulée par l'administration Clinton s'engagera elle aussi dans la voie tracée par ces réflexions néoconservatrices. La préservation et l'extension du leadership américain figureront en effet en tête des priorités du gouvernement démocrate. Dans un discours prononcé à la *Johns Hopkins University* en septembre 1993, le Conseiller pour la Sécurité Nationale, Anthony Lake, prend ainsi acte de la victoire de l'idée démocratique et, par voie de conséquence, du modèle politique américain. Bill Clinton se montrera quant à lui nettement plus catégorique en déclarant au cours de son second discours d'investiture, en janvier 1997, que l'Amérique constitue désormais la seule nation indispensable pour le monde[14]. Au plan stratégique, ce réinvestissement du thème du « siècle américain » se traduira par l'élaboration des concepts d'« *Enlargement* » et d'« engagement sélectif ». Formalisés en 1995, ces principes contiennent les germes de la politique extérieure américaine actuelle[15].

Le concept d'*Enlargement* – censé se substituer à celui de *Containment* jugé dépassé – n'impliquait cependant pas encore explicitement l'idée du recours à la force pour imposer le libéralisme politique et l'économie de marché, idée défendue par les néoconservateurs. Les progrès de la démocratie y restent donc principalement envisagés comme le produit d'un processus, supposé inéluctable, de maturation politique des sociétés non démocratiques. Les Etats-Unis ne peuvent dès lors qu'accélérer ce processus en isolant diplomatiquement, militairement, économiquement et technologiquement les régimes dictatoriaux, théocratiques ou kleptocrates[16].

À l'analyse, il apparaît donc que les tendances interventionnistes développées par l'administration Bush ne sont pas en rupture totale avec les politiques menées par ses prédécesseurs. Le concept d'*Enlargement* développé dans le courant des années 90 et, plus largement, les doctrines stratégiques forgées durant la présidence de Bill Clinton contiennent en effet les bases d'une légitimation de la politique actuelle, notamment la politique de changement de régime. L'emphase sur la promotion de la démocratie en tant que facteur constitutif de la sécurité internationale et de la sécurité nationale des Etats-Unis cache en effet une conception dichotomique du monde qui serait marqué par la division entre un univers de « *pleine civilisation* », d'une part, et un espace d'« *extrême barbarie* », d'autre part[17]. Le concept d'*Enlargement* d'Anthony Lake rejoint donc assez largement les thèses polémiques avancées à l'aube des années 90 par Francis Fukuyama[18]. Tous deux semblent croire au progrès inéluctable et quasi « naturel » de la démocratie politique dans le monde ou, à tout le moins, le progrès de l'idée démocratique en tant que référent désormais indépassable de la légitimité politique. Les menaces représentées par le terrorisme, par les « derniers » Etats autoritaires (Etats voyous ou *rogue states*) mais aussi par l'instabilité et la conflictualité pro-

pres aux zones marquées par la déliquescence des souverainetés étatiques (Etats faillis ou *failed states*) ne sont pas pour autant niées. Elles sont simplement assimilées aux soubresauts inévitables d'un monde post-guerre froide fait de désordre et de perte de repères.

En définitive, ce qui sépare les projets démocrate et néoconservateur c'est donc moins le projet lui-même que les moyens de sa réalisation et, en particulier, la conception des conditions de légitimité du recours à la force.

B. LA « GUERRE CONTRE LE TERRORISME », CONDITION DE LA REPRODUCTION DE LA POLITIQUE AMERICAINE

L'élection de Georges Bush et, surtout, les attaques du 11 septembre 2001 vont entraîner un glissement du rapport de force en faveur des thèses néoconservatrices. Les attentats enterrent définitivement l'illusion d'une possible « fin de l'Histoire » et, avec elle, les dernières réticences quant à l'utilisation du potentiel militaire américain. Ils rendent acceptable et même légitime une posture militariste tout en permettant de dépasser définitivement les dernières réminiscences d'un encombrant « syndrome vietnamien » et de son corollaire stratégique, la guerre « zéro mort »[19]. La « guerre contre le terrorisme » va désormais constituer une formule unificatrice autorisant la réalisation d'ambitions que l'on qualifiera rapidement d'impériales. La figure de la menace terroriste offre aux Américains, choqués par les attaques dont ils ont été les victimes, une image claire du danger ainsi que des formules simples et universelles rompant avec la complexité de la décennie précédente. Le président Bush s'exclamera ainsi quelques jours après les attentats : « *Un grand Mal nous a été infligé. Nous avons subi de lourdes pertes. Mais dans notre peine et dans notre colère, nous avons trouvé notre mission et notre moment. La Liberté et la Peur sont en guerre* »[20].

Cette opposition entre le Bien et le Mal, qui reproduit en définitive les modalités rhétoriques du conflit Est-Ouest, joue un rôle central. Elle favorise une adhésion large du peuple américain à la politique de son gouvernement. La « guerre contre le terrorisme », rapidement associée à la figure des «Etats voyous » permet par conséquent de légitimer des représailles illimitées, car considérées comme « justes », mais aussi des actions préventives se justifiant quant à elles par la nécessité d'éviter – suivant ce que l'on pourrait dénommer un « syndrome de Pearl Harbour » – une attaque massive contre les Etats-Unis dont le 11 septembre aurait constitué un avant-goût. Enfin, la référence à la « guerre » plutôt qu'à la « lutte » contre le terrorisme, associée à l'identification d'Etats menaçants soupçonnés d'accueillir ou de soutenir les formations terroristes, permet aux dirigeants américains de s'inscrire dans une logique classique d'action militaire qui, si elle s'adapte en réalité assez peu à l'objectif de lutte contre le terrorisme, s'intègre par contre très bien dans les schémas stratégiques préexistants[21].

Ce que fournissent les attentats du 11 septembre c'est donc une « Cause ». Une cause qui permet de rendre politiquement légitimes des orientations politiques longtemps considérées comme irrecevables. Pour certains, ces attentats auraient d'ailleurs permis de sortir les Etats-Unis de la léthargie dans laquelle ils se complaisaient depuis la fin de la guerre froide. Développant un discours sur la « mollesse américaine » et sur l' « endormissement » de la nation qui n'est pas sans rappeler la campagne électorale menée par John F. Kennedy mais aussi un discours aux accents hégéliens, nombre de commentateurs et d'intellectuels souligneront les énormes potentialités ouvertes par les attentats. Dans la revue néoconservatrice *The Weekly Standard* mais aussi dans des quotidiens et hebdomadaires tels que le *New York Times* ou *Newsweek*, Francis Fukuyama, David Brooks, Maureen Dowd, Christopher Hitchens mais aussi un membre du cabinet de Dick Cheney comme Lewis Libby ou encore le leader républicain Tom DeLay iront même jusqu'à voir dans ces attaques l'indispensable électrochoc sans lequel les Américains ne pouvaient sortir des travers matérialistes de l'*American Way of Life*[22].

Ce qu'offrent également les attentats du 11 septembre et la campagne qui s'ensuit c'est une figure de l'ennemi, une peur mobilisatrice. Depuis la fin de la guerre froide, les Etats-Unis étaient en effet en quête d'un nouvel ennemi. La disparition de l'Union soviétique avait considérablement brouillé la perception de la menace[23]. Tant le cinéma d'action hollywoodien[24] que les principaux documents stratégiques américains produits au cours de cette période sont révélateurs de cette confusion. Le préambule du *National Security Strategy* de 1991 souligne ainsi que les espoirs nés de la fin de la guerre froide doivent être tempérés par les grandes incertitudes auxquelles les Etats-Unis sont confrontés[25]. Perdant toute matérialité, la

menace serait devenue diffuse et polymorphe. Elle prendrait les traits de l'incertain, de l'inconnu et de l'imprévisible. Il s'agissait, selon les cas, de puissances régionales hostiles, de la Russie déliquescente, de la criminalité internationale liée à la drogue mais aussi de la prolifération des armes de destruction massive et du terrorisme, qui n'occupent cependant alors qu'une place parmi d'autres dans ce large catalogue de périls.

La figure du terroriste islamiste, en tant que catégorie unificatrice, met un terme à cette confusion. Associée à celle des *rogue states*, elle devient un instrument puissant de légitimation de la politique extérieure des Etats-Unis. Cette focalisation ne va cependant pas sans soulever quelques difficultés. Tout d'abord, la politique de lutte contre le terrorisme telle qu'elle a été définie, c'est-à-dire essentiellement en tant que réponse de type militaire, semble contenir en elle les germes de son échec. Le combat antiterroriste se révèle en effet généralement bien plus efficace lorsqu'il est mené au plan policier et judiciaire. Suivant une dynamique somme toute classique du type « violence/répression/mobilisation », le recours à la force brute conduit en effet bien souvent à un processus de surenchères politiques mettant à mal les positions des acteurs les plus modérés et, favorisant, à l'inverse l'émergence d'acteurs toujours plus radicaux. Une telle politique induit donc une radicalisation de la distinction ami/ennemi ne laissant plus aux indifférents et aux neutres que le choix de leur camp[26]. Ce faisant elle se révèle généralement déstabilisatrice et source d'insécurité, c'est-à-dire créatrice de ce qu'elle est précisément sensée supprimer.

Ensuite, le choix de la figure du terrorisme comme figure légitimatrice de la politique étrangère condamne les Etats s'étant engagés dans cette voie à mener une guerre longue, voire sans fin. Et c'est sans doute là un paradoxe important. Contrairement à l'idée de « lutte » qui – tout comme la lutte contre la criminalité ou la lutte contre le trafic de drogue par exemple – n'a pas nécessairement un terme, la notion de guerre est pour sa part forcément inscrite dans le temps et dans l'espace. Or, en l'espèce, toute victoire, pour peu qu'elle soit envisageable, ôterait aussitôt toute légitimité à la politique d'interventionnisme militaire caractéristique de la « Doctrine Bush ». Dans cette optique les Etats-Unis se trouveraient donc condamnés à poursuivre ce qui apparaît à maints égards comme la chimère de l'éradication du terrorisme par l'action militaire, et ce, pour préserver la légitimité de leurs nouvelles orientations stratégiques. Nous pouvons par conséquent nous demander dans quelle mesure la victoire, dans la configuration actuelle, constitue bel et bien un objectif politique pour Washington.

Dans cette perspective, l'analyse proposée par Robert Kagan nous apparaît éclairante. Dans un article puis un ouvrage devenu célèbre, ce dernier oppose en effet les Etats européens aux Etats-Unis en soulignant le fait que, en raison de leur propre faiblesse, les premiers poursuivraient une politique de type kantien tandis que les seconds, profitant de leur puissance, penseraient le monde en des termes essentiellement hobbesiens[27].

Sans approfondir ici cette analyse et la critique que l'on peut en faire, il apparaît intéressant de revenir sur cette conception hobbesienne du monde envisagée par Kagan. Dans son article, Kagan ne compare en effet pas les Etats-Unis et son « empire bienveillant » à un Léviathan mondial mais au Béhémoth[28]. La différence est de taille. Ces figures correspondent l'une comme l'autre à des monstres bibliques mais, dans l'imagerie hobbesienne, elles renvoient à des concepts qui ne se recoupent pas. Contrairement à une interprétation souvent diffusée, le Léviathan ne représente pas la forme idéale-typique d'une autorité politique arbitraire. Il représente un pouvoir souverain, c'est-à-dire absolu, certes, mais ce pouvoir est, dans la théorie de Thomas Hobbes, mis au service de la pacification sociale. La domination vise ici à préserver, par la menace de la punition, les termes d'un pacte social ne pouvant se suffire à lui-même du fait d'une nature humaine mauvaise et fluctuante. A cette figure pacificatrice, Kagan préfère celle du Béhémoth représentant quant à lui la guerre civile, le désordre des temps et l'usage arbitraire et imprévisible de la force la plus brutale. Tout au plus décide-t-il de faire de ce Béhémoth, et je reprends ici ses propres termes, un « Béhémoth avec une conscience »[29].

Ce choix conceptuel, s'il ne peut bien évidemment pas être assimilé à celui du gouvernement américain lui-même, est néanmoins révélateur d'une conception du monde et d'une lecture des relations internationales incluant nécessairement les idées de désordre, de menace et de violence. Une conception du monde dans laquelle l'insécurité et la domination politique apparaissent consubstantielles.

CONCLUSION

En conclusion, nous pourrions dire que si le projet politique et stratégique développé au lendemain des attentats du 11 septembre peut incontestablement être considéré comme une réponse apportée à la menace terroriste, il apparaît difficile, voire incohérent, de n'y voir que cela. Les ferments de ce projet, c'est-à-dire l'idée d'une nation américaine s'imposant au monde comme unique superpuissance, de même que le refus de se soumettre aux contraintes du droit international, ne naissent pas avec le gouvernement Bush ou les attaques terroristes sur New York et Washington. Cette réflexion, nous l'avons vu, traverse déjà les administrations démocrates.

Les événements du 11 septembre doivent dès lors être considérés avant tout comme un catalyseur ayant permis la formulation publique d'analyses politiques déjà existantes mais n'ayant pas encore pu s'imposer jusqu'alors. Le « projet de lutte contre le terrorisme » constitue ainsi l'aboutissement d'une réflexion entamée dès la fin de la guerre froide. Il est l'expression d'une réflexion globale sur l'état du monde et de la place des Etats-Unis sur la scène internationale mais aussi, en raison du sentiment de peur qu'il distille en permanence et le désordre qu'il ne manque pas de susciter, la condition de la légitimation et de la reproduction d'un projet politique n'ayant pas forcément toujours un lien avec les phénomènes de violence politique.

●●●

Notes

[1] « *En accord avec l'article 51 de la Charte des Nations Unies, je souhaite, au nom de mon gouvernement, rapporter que les Etats-Unis d'Amérique, avec d'autres États, ont exercé des actions dans l'exercice de leur droit individuel et collectif de légitime défense consécutif aux attaques armées menées contre les États-Unis le 11 septembre 2001* ». Lettre datée du 7 octobre 2001 adressée par le représentant permanent des États-Unis près des Nations Unies au Président du Conseil de sécurité (S/2001/946).

[2] Bush, G., *President discusses War on Terrorism. Address to the Nation*, Atlanta, Georgia, November 8, 2001, disponible sur http://www.whitehouse.gov/news/releases/2001/11/print/20011108-13.html.

[3] Cette volonté s'exprime clairement dans les déclarations officielles annonçant le début de la campagne militaire : « *Sur mes ordres, l'armée des États-Unis a commencé des frappes contre les camps d'entraînement terroristes d'Al-Qaida et les installations du régime des Taliban en Afghanistan* », ou dans celles faisant le récit des opérations : *« Nous détruisons les camps d'entraînements, perturbons les communications et démantelons les défenses aériennes »*. Voir Bush, G., *President discusses War on Terrorism. Address to the Nation*, Atlanta, Georgia, November 8, 2001, disponible sur http://www.whitehouse.gov/news/releases/2001/11/print/20011108-13.html.

[4] *National Strategy to Combat Weapons of Mass Destruction*, The White House, Washington D.C., December 2002.

[5] George Bush affirme ainsi au cours de l'été 2003 : « *Nous avons poursuivi notre guerre contre le terrorisme en Irak. L'Amérique et notre coalition ont supprimé un régime qui construisait, possédait et utilisait des armes de destruction massive, un régime qui soutenait la terreur, et un régime qui persécutait son peuple* ». Bush, G., *Remarks by the President to the 85th annual American Legion Convention*, St-Louis Missouri, August 26, 2003.
http://www.whitehouse.gov/news/releases/2003/08/20030826-5.html.
Voir également Denis, B., Duez, D., « Le recours à la force dans les crises afghanes et irakienne. Fondements idéologiques et culturels d'un discours de justification », *Contradictions*, n° 105, 1er trimestre 2004, pp. 19-21.

[6] http://www.defenselink.mil/news/casualty.pdf

[7] Huntington, S., *Le choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 2000, 545 p.

[8] Remacle, É., « Le retour de l'esprit de guerre en Europe », in Bovy, Y. et Delcourt, B. (eds), *Que nos valeurs sont universelles et que la guerre est jolie*, Mons, Ed. du Cerisier, 1999, p. 30.

[9] De manière tout à fait significative, le concept est proposé pour la première à l'occasion d'un discours prononcé par George Bush devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Voy. Bush, G., Address Before the 45th Session of the United Nations General Assembly, New York, 1er octobre 1990.

[10] V. Cronin, B., « The Paradox of Hegemony : America's Ambiguous relationship with the United Nations », in *European Journal of International Relations*, vol. 7, n° 1, 2001, pp. 104 et ss. ; Herman, P., « Le monde selon Bush : la genèse du nouvel ordre mondial », in Corten, O. e.a., *Le droit international à l'épreuve. À la recherche du nouvel ordre mondial*, Bruxelles, Complexe, 1993, p. 10.

[11] Suite à la polémique suscitée par la publication dans le *New York Times* et le *Washington Post* de certains extraits du « rapport Wolfowitz » le projet sera finalement abandonné. Les extraits de ce texte peuvent être consultés dans les éditions du 8 mars 1992 pour le *New York Times* et du 11 mars 1992 pour le *Washington Post*.

[12] L'ensemble des prises de position et interventions publiques des membres de ce *think tank* peut être consulté sur le site de l'organisation : www.newamericancentury.org. Ses membres les plus célèbres sont Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz, Dick Cheney mais aussi Jeb Bush, Francis Fukuyama, Norman Podhoretz, Donald Kagan ou encore Dan Quayle - en appellent dès cette époque au renforcement du leadership américain.

[13] Roubos, A., « De l'état de guerre en temps de paix : aux sources de la stratégie américaine », in *Contradictions*, n° 105, 1er trimestre 2004, pp. 117-118 et Rogister, Y., « Le nouveau concept stratégique de l'OTAN et la diplomatie américaine » in Bovy, Y. et Delcourt, B. (eds), *Que nos valeurs sont universelles et que la guerre est jolie*, *op. cit*., p. 51. Le site de l'émission *Frontline* de la chaîne américaine *P.B.S.* présente en outre un intéressant dossier comprenant des extraits du « rapport Wolfowitz » de 1992 et des commentaires de diverses personnalités dont le néoconservateur William Kristol du *Weekly Standard*. V. www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/iraq/themes/1992.html.

[14] La phrase exacte de son discours est la suivante : « America stands alone as the world's indispensable nation ». Clinton, W., *Second Inaugural Address*, 20 janvier 1997.

[15] *A National Security Strategy of Engagement and Enlargement*, The White House, février 1995, 33 p.

[16] Ce refus du recours à la force doit être relativisé. Tout d'abord, le recours à la force n'est pas exclu *a priori* dans l'entourage clintonien. Celui-ci peut être envisagé lorsqu'il permet d'empêcher que des problèmes apparus hors des frontières des États-Unis ne deviennent des problèmes à l'intérieur de celles-ci. En fait, le thème de la « protection » se substitue par là à celui, nettement plus classique, de la « défense »[16]. Dans son intervention à la *Johns Hopkins University*, Anthony Lake souligne ainsi que lorsque certains régimes autoritaires menacent le peuple américain, les forces américaines ou les intérêts vitaux des États-Unis, ces derniers doivent être prêts à riposter de manière décisive et unilatérale[16]. Précisant quelques années plus tard sa conception de l'intérêt national et, par conséquent, les conditions du recours à la force, le Conseiller pour la Sécurité nationale identifie sept circonstances pouvant justifier l'usage de la contrainte militaire. Parmi celles-ci se retrouvent explicitement la préservation et la promotion de la démocratie, envisagées comme des conditions de la sécurité des États-Unis et de la diffusion de leurs valeurs dans le monde. Lake, A., « Discours du conseiller du Président américain chargé de la sécurité, M. Anthony Lake, devant l'université G. Washington, sur l'emploi de la force à l'étranger », Washington, 6 mars 1996, in *Documents d'Actualité Internationale*, n° 11, 1er juin 1996, pp. 429.

[17] Joxe, A., *L'empire du chaos*, *Les Républiques face à la domination américaine dans l'après-guerre froide*, Paris, La Découverte/Poche, 2004, pp. 116-117.

[18] V. notamment l'article à l'origine de cette grande polémique : Fukuyama, F., « The End of history? », in *The National Interest*, été 1989, pp. 3-18 et *id.*, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Champs-Flammarion, 1992, 451 p.

[19] Vilboux, N., *Les stratégies de puissance américaine*, Paris, Ellipses, 2002, pp. 80-96.

[20] Bush, G., *Address Before a Joint Session of the Congress on the United States Response to the Terrorist Attacks of September 11*, Washington D.C., September 20, 2001.

[21] Ragaru, N., « Les attentats du 11 septembre 2001 ou l'émergence d'un nouveau prêt-à-penser », in Boniface P. (dir.), *Les leçons du 11 septembre*, Paris, Institut des Relations internationales et stratégiques/Presses universitaires de France, 2001, p. 28.

[22] Robin, C., *La Peur : histoire d'une idée politique*, Paris, Armand Colin, 2006, pp. 189-194. On peut également souligner que les attentats du 11 septembre ouvrent des perspectives nouvelles dans la mesure où ils définissent une nouvelle « frontière » pour les Américains. Thème archétypal de la culture politique des États-Unis, le thème de la « frontière » rassemble en effet en un concept unique l'idée de la menace de l'« extérieur » (le *wilderness*) et le lieu des opportunités que l'on peut saisir si l'on est prêt à en prendre les risques que cela implique. Voir Rouge, J.-P., « Les significations des Frontières dans l'histoire américaine », Rouge, J.-P. (ed.), *Frontière et frontières dans le monde anglophone*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 1991, pp. 11-21.

[23] Vilboux, N., *Les stratégies de puissance américaine*, Paris, Ellipses, 2002, pp. 12-19.

[24] Voir Valantin, J.-M., *Hollywood, le Pentagone et Washington. Les trois acteurs d'une stratégie globale*, Paris, Autrement, 2003, 207 p. et Dubuisson, F., « Cinéma et idéologie : représentation et fonction du terrorisme dans le cinéma d'action hollywoodien », *Contradictions*, n° 105, 1er trimestre 2004, pp. 53-79.

[25] *National Security Strategy of the United States*, U.S. Department of Defense, Washington D.C., August 1991.

[26] Braud, P., *Violences politiques*, Paris, Seuil, 2004, p. 84.

[27] Kagan, R., *La puissance et la faiblesse : les États-Unis et l'Europe dans le nouvel ordre mondial*, Paris, Plon, 2003, 160 p. et *id.*, « Power and Weakness », *Policy Review*, juin 2002, n° 113 (disponible sur le site de la revue à l'adresse http://www.policyreview.org/JUN02/kagan_print.html.

[28] Kagan, R., « Power and Weakness », *loc. cit.*

[29] *Ibidem*.

●●●

LA COLLECTION
REGARDS SUR L'INTERNATIONAL – INTERNATIONAL INSIGHTS

Le Pôle Bernheim a coordonné, avec le Réseau d'Études en Politique Internationale (REPI) de l'ULB, la création aux Éditions P.I.E. - Peter Lang (Bruxelles-Berne) de la collection ***Regards sur l'International – International Insights*** dirigée par Éric Remacle.

Regards sur l'International regroupe des études d'inspirations disciplinaires différentes et croisées, offrant des visions nouvelles sur les enjeux et bouleversements de la scène mondiale. Cette collection s'attache à aborder de manière critique et ouverte les questions à la fois théoriques et empiriques posées notamment par les guerres du XXI^{e} siècle, les phénomènes transnationaux et la mondialisation, les nouvelles formes d'organisation mondiale et régionale, les usages politiques du droit international et les transformations du rôle de l'État dans les relations internationales. Cette collection constitue un creuset de débats autour de ces nouveaux enjeux intellectuels au sein de la communauté de chercheurs et des étudiants en Relations internationales. Elle mêle manuels de référence, ouvrages théoriques et études empiriques.

Comité éditorial : Alyson Bailes, Esther Barbé Izuel, Anne Deighton, Barbara Delcourt, Yves Denéchère, Véronique Dimier, Klaus-Gerd Giesen, A.J.R. Groom, Jean-Jacques Roche, Alberta Sbragia, Takako Ueta.

Les ouvrages parus

N° 1 – CALAME P., DENIS B. & REMACLE É. (dir.), ***L'Art de la Paix. Approche transdisciplinaire***, 2004.

N° 2 – GEERAERTS G., PAUWELS N. & REMACLE É. (eds.), ***Dimensions of Peace and Security. A Reader***, 2006.

N° 3 – DENÉCHÈRE Y. (dir.), ***Femmes et diplomatie. France – 20^{e} siècle***, 2004, 2^{e} tirage 2005.

N° 4 – UETA T. & REMACLE É. (eds.), ***Japan and Europe, Partners in Global Governance***, 2005.

N° 5 – DELCOURT B., DUEZ D. & REMACLE É. (dir.), ***La guerre d'Irak, Prélude d'un nouvel ordre international ?***, 2005.

N° 6 – SERFATI C. (dir.), ***Mondialisation et déséquilibres Nord-Sud,*** 2006.

Pour chaque ouvrage, une présentation et un bon de commande se trouvent sur le site web des Éditions P.I.E. – Peter Lang : http://www.peterlang.com

LA COLLECTION
LES CAHIERS PAIX & CITOYENNETÉ

Hors-série

- ***Éduquer à vivre ensemble – Vade-mecum d'outils pédagogiques pour la paix et la citoyenneté*** - Pôle Bernheim/CE DOP, ULB, 2003.
- ***Éduquer à Vivre Ensemble*, *actes du Forum organisé à l'ULB le 9 avril 2003,*** Pôle Bernheim, Bruxelles, 2006 - **Alina COZMA, Yvon MOLINGHEN & Éric REMACLE** (eds.).
- ***Workshop Einstein and Peace – Lessons for Today*** - Brussels, 11-12 March 2005, INES-Pôle Bernheim, Bruxelles, 2006 - **Armin TENNER & Éric REMACLE** (eds.).

●●●

« Les Savoirs au défi de la Paix et de la Citoyenneté »
10 mars 2006 – ***Actes du colloque***

- 0/2006 – ***Séances plénières***
- 1/2006 – ***Gestion des Crises ou Imposition de l'Ordre ?***
  Barbara DELCOURT & Marta MARTINELLI (coord.)
- 2/2006 – ***Sciences et Expertises en Sociétés***
  Benjamin DENIS & Sébastien DENYS (coord.)
- 3/2006 – ***Vivre Ensemble***
  Assaad Elia AZZI & Thomas BERNS (coord.)
- 4/2006 – ***Dire et Écrire la Guerre et la Paix***
  Serge JAUMAIN, Éric REMACLE & Christophe WASINSKI (coord.)

Les Cahiers Paix & Citoyenneté se trouvent sous format électronique à la page « Publications » du site web du Pôle Bernheim (http://www.polebernheim.net).